



Editorial

Footballeurs et banquiers, unis dans une même adoration de leurs revenus excessifs, clament en chœur leur horreur de l'impôt. Mariage de la carpe du Cac40 et du lapin coureur de ballon, la scène montre assez bien à quelles extrémités les poussent le goût des profits illimités. Sont-ils, ces profits, réellement menacés par les propositions du candidat Hollande? Bien évidemment non. Feu de paille. Promesses sans lendemains qui chantent. Néanmoins, elles ont le mérite de permettre la résurgence, pour un temps certes limité, de la problématique de la répartition des richesses. Au-delà des aspects techniques, fiscaux et réglementaires, celle-ci soulève de nombreuses questions, notamment d'ordre éthique. Par exemple, d'où vient cette curieuse idée selon laquelle un talent, une capacité donnée (éléments d'ordre immatériels) impliquerait nécessairement une compensation d'ordre, elle, toute matérielle? Je joue mieux au foot que toi, donc je gagne plus d'argent: ce schéma, généralement admis, finalement intégré au point de n'être remis en question que très marginalement, cette relation directe entre les qualités, réelles ou supposées, de tel individu et ses revenus financiers, non seulement forme le creuset des inégalités, mais surtout, à bien y regarder, apparaît comme absurde, irrationnelle, bâtie sur de la poussière et du vent. «À chacun selon ses besoins», a-t-on coutume d'avancer dans le milieu libertaire. Ce principe pose la base d'une nouvelle répartition, guidée par la priorité donnée à l'essentiel, et le simple bon sens. Quand le minimum vital sera assuré, pour toutes et tous, en matière d'alimentation, de logement, d'éducation, il sera alors temps de se demander comment, selon quelles modalités, distribuer ce qui restera de «richesses». Il se peut même qu'il reste alors quelques billets au fond du sac, pour les as du ballon rond.

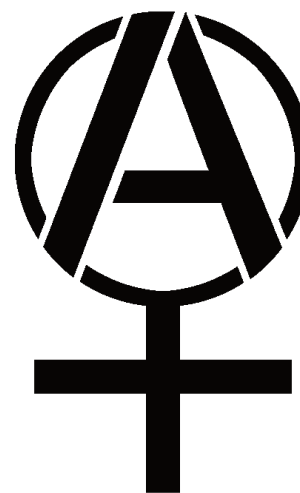
Antisexiste !

LA CGT ESPAGNOLE (anarcho-syndicaliste) a rappelé, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, une série de propositions déjà formulées auparavant mais qui prennent un caractère d'urgence dans la période actuelle. Avec les accords passés entre les syndicats institutionnels et les employeurs, la société espagnole s'enfonce un peu plus dans la précarité; moins de contrats de travail à temps plein et donc plus à temps partiel, selon des critères définis par les patrons: économiques, de réorganisation, de compétitivité, etc.

Les femmes sont bien évidemment les plus touchées par les nouvelles «réformes», et de fait on retourne vers des schémas «traditionnels» de la société hispanique: la femme au foyer, ou à la rigueur travaillant à temps partiel et prenant en charge toutes les tâches domestiques. Il faut reconnaître qu'on n'était pas encore entièrement sortis de ce vieux schéma (et pas qu'en Espagne!), mais là, la marche arrière est embrayée. Toutes les coupes budgétaires dans le domaine public ont des conséquences directes sur la situation professionnelle des femmes: cantines scolaires, écoles maternelles, aide à domicile... Ce sont les femmes qui doivent abandonner leur travail, ou réduire leurs journées et accepter des emplois précaires en combinant l'ensemble.

Fermetures de centres d'assistance aux femmes battues, suspension des accords avec les cliniques privées en ce qui concerne les IVG. Que ce soit l'État ou les syndicats signataires de ces accords, rien ne va dans le sens de l'égalité femmes-hommes. Le gel des salaires ne devait concerner, selon le gouvernement, «que» 100 000 personnes, alors que rien que le travail à domicile en concerne 700 000 (dont 90 % de femmes), qui touchent pour la plupart le salaire minimum garanti (641 euros), et encore pas tous. Mais là aussi il y a une inégalité: parmi ceux qui touchent moins que ce minimum, on compte 15 % de femmes, contre 5,6 % d'hommes. Les entreprises de nettoyage sous contrat avec les différentes administrations débordent de femmes travaillant à temps partiel et à qui, dans de nombreux cas, on doit plusieurs mois de salaire.

La situation économique provoquée par le système capitaliste tend donc à maintenir la femme sous dépendance de l'homme, avec ce que cela implique pour elle: moins d'autonomie, pas d'indépendance, retour au statut du



modèle traditionnel familial, patriarcal, de soumission, sans parler des violences qu'elles subissent souvent.

La «loi d'égalité» est restée lettre morte (comme beaucoup d'autres lois), et dans de nombreuses entreprises, il n'est même pas possible de constituer la Commission d'égalité. Devant cet état de fait, nos camarades anarcho-syndicalistes espagnols impulsent régulièrement des campagnes de propagande sur l'égalité des sexes, le langage non sexiste et contre la violence machiste et patriarcale. Parmi leurs propositions: ouverture de négociations sur les mesures à prendre dans les entreprises pour atteindre une égalité effective entre hommes et femmes, mêmes revendications dans la rue et les quartiers pour reconnaître cette égalité, lutte contre le travail non déclaré que l'on peut constater dans le secteur des travailleuses à domicile, revendication des droits fondamentaux des femmes.

Le thème choisi par la CGT espagnole pour ce 8 mars 2012 est «Sois libre et lutte». Il s'inscrit également dans le cadre de la célébration de la création en 1937 de Mujeres Libres, groupe de femmes anarchistes dont les idées, soixante-quinze ans après, sont toujours aussi actuelles, ce qui incite à réfléchir et à se demander si la société a réellement autant changé qu'on le pense ou qu'on veut nous le faire croire. Devant ce constat, la seule solution est la révolte massive et déterminée de toutes celles et ceux qui se battent pour que le mot égalité ait un sens.

Ramón

Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Les Roms hyper-stigmatisés

UN RAPPORT PUBLIÉ PAR l'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France résume la situation catastrophique sanitaire et sociale des Roms migrants en France. Accès limité au marché du travail, conditions de vie insalubres, exclusion jouant sur l'état de santé, enfin, la totale... Dans leur grande majorité, les Roms migrants sont Roumains ou Bulgares. Le rapport souligne que, ressortissants de l'Union européenne depuis 2007, ils sont cependant soumis à une «période transitoire» en matière d'accès au marché du travail dans dix États de l'Union, dont la France. Ces mesures limitent très fortement leurs possibilités de travailler dans ces pays et d'être en situation régulière de séjour. En l'absence de ressources financières régulières et déclarées, l'accès au logement leur est très limité. Tout semble indiquer qu'une large majorité des Roms vit sur des terrains dans lesquels les conditions de vie sont extrêmement insalubres : absence d'eau ou d'eau potable, d'électricité, de sanitaires, etc. Ces terrains, qui répondent à la définition usuelle donnée au terme de «bidonville», font fréquemment l'objet d'évacuation, renforçant la précarité des populations. Malgré l'errance subie, les populations sont relativement «territorialisées» dans certains départements ou dans certaines communes. Toutefois, la mobilité subie permanente (évacuation des bidonvilles, éloignement du territoire), les faibles possibilités d'insertion, les conditions de vie insalubres, l'accès limité au droit à la santé, l'accès tardif aux soins, les discriminations, y compris dans les institutions médico-sociales, contribuent à un état de leur santé très dégradé. Les pathologies rencontrées parmi les Roms sont celles fréquemment observées parmi l'ensemble des populations en situation de grande exclusion, notamment : santé mentale fragilisée, prévalence élevée de maladies infectieuses (tuberculose, rougeole, coqueluche, etc.), chronicisation de certaines maladies (diabète, hypertension artérielle, maladies cardio-vasculaires, maladies respiratoires, obésité, etc.). Parmi les Roms, un recours limité à la planification familiale est aussi noté ainsi qu'une faible couverture vaccinale parmi les enfants. Face à un système socio-sanitaire montrant des limites d'accès aux soins des populations en situation de grande exclusion, notamment la sectorisation de certains services sanitaires et sociaux, le faible recours à l'interprétariat professionnel, les consultations exclusivement sur rendez-vous, le refus de certains professionnels sanitaires et sociaux d'aller sur les lieux de vie des populations roms pour initier une prise en charge, les refus de



soins en médecine de ville pour certains bénéficiaires de la CMU-AME, constituent autant de sources de renoncements à recourir aux soins. De plus, les actions sanitaires et sociales sont parfois mises en échec par des politiques aux logiques contradictoires. L'étude souligne la faible coordination au sein des institutions et entre celles-ci. Enfin, les Roms sont au cœur des tensions entre les politiques migratoires, sécuritaires, sanitaires et sociales, ce qui constitue, selon le rapport, «des sources de renoncement à agir». Ce n'est rien de le dire ! Justement à ce sujet, notre ami l'Autruche relève sur son blog les propos pas tristes du candidat Hollande. Selon lui, «le problème doit être réglé au plan européen». Il y aurait donc, pour le Parti socialiste, un «problème» rom ? Pire encore, selon Hollande, concernant cette population, «l'origine du mal

c'est de ne pas avoir fixé une règle européenne pour la garder là où elle doit vivre, en Roumanie». L'Autruche n'invente rien. C'est Hollande qui parle du «mal» et de son origine, et décide tout seul de l'endroit où ils devraient vivre. Ne devrait-on pas plutôt commencer par éventuellement demander leur avis aux principaux intéressés ? Par exemple, les Roms venant de Bulgarie n'ont pas forcément la vocation ni l'envie d'émigrer en Roumanie, tout comme les enfants roms nés et scolarisés en France, tout comme leurs parents, tout comme tous ceux qui, simplement, préfèrent rester en France ?

PATRICK SHINDLER

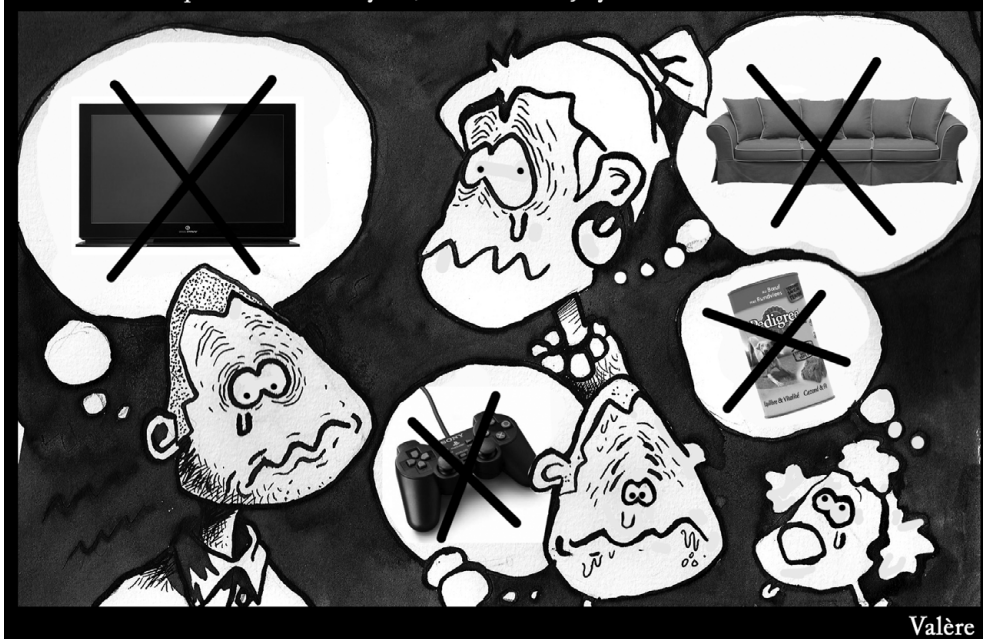
Groupe Claaaaash de la Fédération anarchiste

L'Autruche

Groupe de Saint-Ouen de la Fédération anarchiste

Les cannibales

L'austérité vue par nos con...citoyens, alors comme ça y sont contre la crise. arf arf arf...



Valère

«DEPUIS SIX MOIS, nous distribuons de la nourriture comme dans les pays du tiers monde», raconte Nikita Kanakis, président de la branche grecque de Médecins du monde. «J'ai commencé à m'inquiéter lorsque, en consultation, j'ai vu un, puis deux, puis dix enfants qui venaient se faire soigner le ventre vide.» Qui aurait pu imaginer que des populations d'un pays de la zone euro pourraient connaître cela ! Même nous parfois, nous sous-estimons la brutalité du système capitaliste. Rien, absolument rien ne nous sera épargné. La barbarie est là, à nos portes, avec comme toujours dans ces cas-là les relents nationalistes et xénophobes qui l'accompagnent, y compris sous le masque de la «résistance à la mondialisation».

Les Grecs en sont au neuvième plan d'austérité et le FMI et l'Union européenne leur disent que cela ne suffira pas ! Lundi 13 février, dans un état de quasi guerre civile, le Parlement grec, socialistes compris faut-il le rappeler, a adopté de nouvelles mesures de famine comme la baisse du salaire minimum de 20 % alors que le coût de la vie est pratiquement comparable à celui de la France. Dès le lendemain, le CAC 40, les Bourses saluaient comme il se doit ce nouveau plan.

Les capitalistes et leurs chiens de garde ont décidé de nous mener la guerre. Ce n'est pas une formule de meeting pour militants révolutionnaires mais une réalité très concrète à laquelle nous nous devons de nous préparer avec lucidité et détermination car c'est de notre peau et de celle de nos enfants dont il s'agit.

Certains voudraient nous faire croire qu'on va les faire reculer en érigeant des barricades de papier, en l'occurrence des bulletins de vote. C'est bien mal connaître

l'histoire et se préparer de graves désillusions pavées de larmes et de sang. Mais notre propos n'est pas de se gausser des électeurs, de leur donner des leçons révolutionnaires mais de construire une véritable perspective de rupture. Le succès (relatif) de Mélenchon tient moins aujourd'hui à son discours faussement radical et à ses talents de tribun qu'à l'absence de résistance sociale d'envergure.

Il faut dire que de ce point de vue tout est fait pour anesthésier les salariés et la journée européenne du 29 février en est une nouvelle démonstration. Concoctée par la Confédération européenne des syndicats, holding anesthésiante s'il en est, cette journée d'inaction ne trompe quasiment plus personne. La CES, comme la plupart des organisations qui la composent, accompagne et accompagnera la régression sociale. Elle est là pour cela, elle est structurée et financée pour cela. Sa déclinaison française a suffisamment fait preuve de sa nocivité depuis la déroute organisée sur la bataille des retraites en 2010 pour qu'on n'insiste peu. Il suffit de lire le texte d'appel intersyndical au 29 (CGT, FSU, CFTD, Unsa, SUD) pour comprendre de quoi il retourne. Après les considérants classiques sur les mesures d'austérité «prises sans véritable débat démocratique» (sic) ces organisations se fâchent tout rouge et revendiquent «une nouvelle politique monétaire et sociale dans le cadre d'une gouvernance économique forte de la zone euro». Gouvernance, gouvernance est-ce que j'ai une gueule de gouvernance ! Toutes ces bureaucraties, formées et déformées à la même école de la soumission, de l'intégration, du bavardage et de la manipulation, sont des obstacles incontestables dans la lutte de

classe qui se mène. Le nier ou le sous-estimer en reportant l'échec des mobilisations sur la prétendue inertie et l'individualisme des salariés est une erreur politique grave. Qui est responsable de l'anesthésie générale ? Les sidérurgistes d'Arcelor-Mittal qui expliquaient il y a quelques jours que, face «à des bandits, ils n'allaient pas se battre avec des bouquets de fleurs», ou les appareils politiques et syndicaux qui empêchent la jonction des luttes, l'émergence de véritables revendications, le blocage total du pays comme c'était possible à l'automne 2010. Qui peut reprocher la faible mobilisation du 29 et la mettre au compte de l'apathie des prolos alors même que chacun sait bien que cette journée est une sinistre farce même si de bonne foi certains militants ont tenté de lui donner localement un contenu revendicatif.

L'analyse n'est pas nouvelle, certes, mais ce qui change aujourd'hui, c'est le degré d'urgence à réagir. Il nous revient de nous préparer au choc. Avec qui pouvons-le faire sur des bases claires mais sans dogmatisme ni sectarisme, avec quels outils et quels objectifs à court et moyen terme ? Telles sont les questions qui se posent aux militants anarchistes fédérés ou non qui n'ont pas vocation à s'agiter dans le vide comme un insecte sur le dos. Sans se donner une importance que nous n'avons pas pour l'instant, il reste que nous pouvons peser sur le cours des choses. Et alors, «s'ils s'obstinent, ces cannibales, qu'ils sachent»...

Fabrice

Gruppe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Presse **normande** en danger

DANS UNE ÉPOQUE encore récente on déclarait à l'envi que la presse quotidienne régionale se portait bien. Près de son lectorat, pas de problèmes publicitaires, une quasi-hégémonie sur un territoire géographique précis, tout baignait dans le meilleur des mondes.

A contrario, la presse parisienne et hexagonale surnageait dans des coûts de fabrication dus aux «salaires exorbitants» des ouvriers du Livre parisien. Dernièrement *France-Soir* et *La Tribune* ont disparu des kiosques à journaux¹ et le Parisien envisage des coupes claires dans ses effectifs. Mais maintenant même scénario en province où pourtant on nous annonçait un beau temps quasi permanent !

On en a causé dans *Le Monde libertaire*, un comité d'entreprise «extraordinaire» devait statuer le lundi de la semaine dernière sur le dépôt de bilan de quatre titres du pôle normand du Groupe Hersant Média². Tout cela a été confirmé juridiquement... enfin presque.

Il y a en effet un petit bémol : «La direction nous a présenté un bilan de l'entreprise que nous jugeons incomplet et imprécis [...] le texte n'a donc pas été adopté par le comité d'entreprise», a déclaré la Filpac-CGT. La justice, lisez le tribunal de commerce du Havre, a tranché le lendemain. Résultat des courses : *Paris-Normandie* a été placé en redressement judiciaire. Six



LES CRIBURS DE JOURNAUX.

semaines «d'observation» où la direction² devrait élaborer, avec deux administrateurs judiciaires, un plan de continuation. On ne dit pas encore le chiffre des salariés qui seraient «autorisés» à continuer à travailler sur les 365 salariés actuels.

Pour la partie syndicale, l'avenir reste sombre : «Ce qu'ils veulent, c'est aller chercher un plan social pour qu'un administrateur soit nommé et fasse le sale boulot. C'est une façon de ne pas négocier.»

Aussi, on l'aura compris, de reporter toute vraie décision après l'élection présidentielle ! Il y a donc du pain sur la planche pour les militantes et militants syndicalistes pour faire la convergence des luttes sans attendre le passage à l'urne !³ En attendant, bien sûr, que tout le monde s'y mette.

Sitting Bull

1. Pour l'état de la distribution de la presse, voir l'article de Patricio Salcedo dans *Le Monde libertaire* n° 1662 de la semaine dernière.

2. Rappelons que la société normande de presse, d'édition et d'impression (SNPEI), outre le quotidien *Paris-Normandie*, est propriétaire du *Havre libre*, du *Havre Presse* et du *Progrès de Fécamp*.

3. Lire à ce sujet l'article de Virginie Benito paru dans *Le Monde libertaire* n° 1661.

Brèves de comptoir

Incrévables anarchistes

JE RENTRE DU BOULOT et je m'arrête prendre une petite bière dans le bistrot à côté de chez moi, dans le XI^e à Paris. Des gens discutent politique, curieux, j'écoute la conversation. Un habitué m'interpelle : «Toi qui est anarchiste [je suis connu comme tel dans le quartier], tout le monde se déchaine autour des élections. Beaucoup de Français iront voter pour le moins pire et vous qui êtes pour l'abstention, on ne vous voit pas, on ne vous entend pas. Pourtant ce serait le moment, c'est maintenant que nous voudrions vous entendre ! En fait, on n'entend plus que les médias.» Très calme, je lui explique qu'au contraire, nous faisons beaucoup de choses, notamment de la propagande, que nous avons une librairie, un journal, une radio, des éditions et tout cela pratiquement grâce à des bénévoles. Je lui dis que nous essayons de faire connaître ces différentes œuvres. Je lui dis que nous collons régulièrement des affiches (il reconnaît

qu'il en a vu dernièrement dans le quartier). Je lui dis que nous distribuons toutes les semaines depuis janvier une version gratuite du *Monde libertaire* (j'en dépose parfois ici quand il en reste quelques-uns). Je lui dis, enfin, que nous voyons arriver régulièrement de nouveaux militants et beaucoup de jeunes, ce qui est un signe ! Il me répond : «Ah bon ? Et vous êtes combien ?» Je lui réponds qu'à la louche, nous sommes environ 500 adhérents, sans compter les sympathisants. Son copain me répond que ce n'est pas beaucoup et que les Francs-maçons sont plus influents que nous (!) et sont beaucoup plus nombreux, environ 5 000, et comptent également des politicards de tous bords. Il enchaîne : «Mais vous les anarchistes, à part poser des bombes vous savez faire quoi ?» Et me voilà reparti dans l'histoire de notre histoire... J'explique que la propagande par le fait n'a été qu'un

épiphénomène à un moment donné, mais ils ne m'écoutent déjà plus. Le barman, qui me connaît, prend ma défense : «Eux, les anarchistes, au moins, ils agissent tous les jours !» Ravi de cette dernière sortie, je les quitte. Un sympathisant me rattrape dans la rue et insiste car il tient à me dire que lui : «Je connais un peu les anarchistes et je vous fait confiance. Je sais que vous n'aimez pas l'argent, ni le pouvoir, ni l'autorité, mais c'est vrai qu'on ne vous voit pas assez, vous êtes si rafraîchissants dans le brouillard actuel !». Voilà pourquoi il nous faut continuer encore et toujours à bien expliquer notre histoire et nos convictions, ne jamais refuser le dialogue, nous ne sommes peut-être que 500, mais nous sommes tellement vivants !

Pathote

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Répression(s)



DANS UN PRÉCÉDENT NUMÉRO du *Monde libertaire*, nous évoquions la grève et le blocage du navire *Le Corse*, à Marseille, en février dernier. Initiée par des marins CGT de la SNCM, cette action entendait protester contre l'ouverture, par la compagnie Corsica Ferries, d'une ligne directe Toulon-Bastia qui, à terme, risque de « mener à la perte de la SNCM et des 4 000 emplois qui lui sont rattachés »¹. La justice, qui n'en est pas à sa première courbette devant le patronat, avait tranché le conflit en déclarant la grève illégale et en autorisant la direction de la compagnie à faire appel aux flics pour déloger ces insolents syndicalistes. Prenant acte, celle-ci s'est empressée de faire appel à ses chiens de garde préférés qui, plus que jamais zélés, ont débarqué dans la foule. La suite, vous la connaissez.

On en serait sans doute resté là, mais la direction de la SNCM s'est mise en tête de torpiller la CGT, véritable épine dans le pied de ses ambitions antisociales. Peu après le délogement des grévistes, sept d'entre eux ont été mis à pied pendant sept jours. Quant au délégué syndical Frédéric Alpozzo et au secrétaire du CE Marcel Faure, ils sont tous d'eux en procédure de licenciement pour « faute lourde ». Comme le peu de droit du travail l'exige, les demandes de la direction doivent encore être validées par l'inspection du travail avant d'être effectives. L'affaire est donc à suivre, avec l'espoir que l'inspection ne courbera pas l'échine devant le patronat.

Si du côté de la CGT SNCM on se mobilise contre le capital et ses affidés, les

pseudo-syndicalistes de FO Pénitentiaire restent les gros beaufs réactionnaires qu'on connaît malheureusement trop bien. S'en prenant à l'harmonisation des prix des cantines en prison, le « syndicat » s'est fendu d'un tract haineux – intitulé : « On baisse le froc pour la racaille ! » – dans lequel elle s'indigne contre la « distribution des produits aux voyous à des prix dérisoires ». « Racaille », « voyous », mais aussi « crapules », ce sont sous ces doux sobriquets que FO Pénitentiaire parle des détenus. À l'entendre, et ce n'est pas la première fois, le « syndicat » aimerait voir les conditions de vie des prisonniers empirer, comme si la réalité carcérale n'était pas déjà suffisamment insoutenable. Face à ce genre de tract, le bon vieux slogan « Les prisons en feu, les matons au milieu » reprend tout son sens... Heureusement que certaines confédérations syndicales – comme la CNT – sauvent encore l'honneur de l'idée syndicaliste en refusant de syndiquer les flics, les gardiens de prison et autres professionnels de la matraque et de l'enfermement.

Johnny Caramelo

1. *L'Humanité*, édition internet du 27 février 2012.

D'utilité publique

POUR DEUX RAISONS au moins, le nom de Désiré Barodet (1823-1906) mérite d'être rappelé à la mémoire des hommes. Ce fils d'instituteur, instituteur lui-même avant d'accéder au poste de député de la Seine puis de sénateur, participa, en tant qu'adjoint au maire de Lyon, à la répression de l'émeute organisée par Bakounine et ses compagnons, en décembre 1870, émeute qui préfigurait la Commune dont Barodet réprima également les mouvements tentés localement pour soutenir les communards parisiens.

Il n'est pas certain qu'on connaisse davantage Désiré Barodet pour le recueil qu'il institua en 1881 : la publication des professions de foi des candidats élus députés. Édité par *Le Journal officiel*, « le Barodet » a été conçu afin que chaque citoyen puisse vérifier si les engagements des représentants du peuple sont tenus. Et, depuis les débuts de la III^e République, il est régulièrement mis à jour.

Hélas, trois fois hélas, le tableau d'ensemble des engagements pris devant les électeurs par les députés, s'il est sans doute librement consultable dans les bibliothèques spécialisées, n'est guère connu du grand public, que ce soit par son titre ou par son contenu. On cherchera en vain, dans les librairies ou sur le site internet de l'Assemblée nationale, le corpus complet de cet édifiant monument de la promesse politicienne.

Il ne sera pas dit que les libertaires sont de mauvaise composition. Aussi, la Fédération anarchiste, par le canal de ses éditions fédérales, propose de contribuer à la divulgation la plus large possible du contenu du « Barodet » récemment qualifié de « compilation de toutes les bêtises dites à l'occasion des campagnes électorales » par un ex-premier ministre, député et sénateur (22 campagnes au compteur).

À cette œuvre d'utilité publique s'ajouterait, et ce ne serait que justice, un digne hommage à la figure de Désiré Barodet sur laquelle nous avons omis de cracher.

Stéphane

Mandaté aux Éditions du Monde libertaire



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 8 mars

Chronique hebdo (10 heures) Lou Marin est notre invité pour évoquer Albert Camus et les libertaires.

De rimes et de notes (12 heures) Patrick Kipper sera l'invité avec Sabine Viret (sous réserve). Pour la 22^e fête de l'association Mots et musiques au Forum Leo-Ferré à Ivry. Avec aussi Louis Capart; Véronique Pestel; Frédérique; Raphaëlle Selval, le dimanche 11 mars à 17 heures.

Si vis pacem (18 heures) Sabine Viret, chante les résistantes de la Méditerranée.

Vendredi 9 mars

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 10 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 11 mars

Jour de lessive anticléricale (10 heures).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 12 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Chine (deuxième partie). Cet immense pays fascine ou fait peur. Pour mieux connaître son histoire Angel Pino, qui s'y rend régulièrement depuis des années nous parle des années Mao, de ses successeurs et de l'ouverture au capitalisme.

Mardi 13 mars

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Mercredi 14 mars

Blues en liberté (10 h 30).

Femmes libres (18 h 30) Geneviève Fraisse pour son livre: *La fabrique du féminisme (textes et entretiens)*, éditions Le Passager clandestin.

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers. La situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 15 mars

Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30) Émission abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

**Les élections ...
ça vous amuse encore ?**



Abstention ! Révolution ! Autogestion !
FEDERATION ANARCHISTE
www.federation-anarchiste.org



Ces deux autocollants (en couleurs) sont disponibles à la **Librairie du Monde libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour ceux n'habitant pas Paris, ils peuvent passer commande à la librairie en joignant un chèque à l'ordre de « Publico ». Pour les tarifs : 1,50 euros les 50 autocollants.

Agenda

Jeudi 8 mars

Avignon (84)

20 heures. À quoi sert la prison ? Projection : *Qui prier pour oublier ?* Suivi d'un débat en présence du réalisateur Ekin Ercan, de deux des protagonistes du film : Marc Sluse (ex-détenu), Jean-Marc Mahy (ex-détenu-éduc'acteur-militant) et d'Alain Cangina (ex-détenu-conteneur-militant). Salle de l'antichambre de la mairie d'Avignon.

Poitiers (86)

21 heures. Soirée de soutien à la famille Adamianov, concert métal et hip-hop ragga. Plan B (32, bvd du Grand cerf) Entrée à prix libre.

Paris XII^e

18h30. À Nation. Manif contre le sexisme et l'homophobie ! Contre le patriarcat et l'ordre moral ! Constitution d'un bloc rose et noir : apportez vos drapeaux roses, vos drapeaux noirs et vos amis ! Faites tourner l'information !

Vendredi 9 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu ? Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Après la librairie... Thème du jour : « La Grèce est notre passé. Elle est aussi notre avenir. » Yannis Youlountas viendra discuter avec vous de son livre : *Paroles de murs athéniens* (éditions libertaires). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 10 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert avec Les Slugs (punk-rock, Belgique), Haymarket

(anarcho-punk, Nantes) et The Flue Sniffers (anarcho-punk - GBZH). Organisé par General Strike et Happy Culture. PAF 3 euros. Au bar La Paillote, 18, rue Saint-Michel.

Paris XI^e

16h30. Caroline Granier pour la réédition de *Aline-Ali* d'André Léo paru en 1869. Ce livre d'une étrange actualité peut être considéré comme l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 11 mars

Entre Lyon (69) et Avignon (84)

13h30. À l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et des habitants de la vallée du Rhône, la région la plus nucléarisée d'Europe, organisation d'une grande chaîne humaine entre Lyon et Avignon. chainehumaine.org/Informations-pratiques contact@chainehumaine.org

Paris XI^e

17 heures. Soirée du Scalp-No Pasaran sur la situation en Grèce. Rencontre, discussion, tables de presse et musiques avec Les Slugs (slug punk, Belgique), *Lobster Killed Me* (hardcore mélodique, Paris) et Les Bécasses (power pop, Paris). PAF : 5 euros. Au CICP, 21ter, rue Voltaire. Métro Nation.

Mardi 13 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Cycle : « Le nucléaire. » Seconde rencontre-débat : « La radioactivité : en comprendre les risques. » Présentation de Michel Dannequin du CRIIRAD, Commission

de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité. <http://www.criirad.org/Bourse du Travail de Saint-Denis>, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 15 mars

Montpellier (34)

20h30. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Ed. Libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au Centre Ascaso Durruti, 6, rue Henri-René. Co-organisation Fédération anarchiste et CAD. Entrée libre.

Vendredi 16 mars

Uzès (30)

19h00. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Éditions libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au 1, avenue Maréchal-Foch. Co-organisé par la Fédération anarchiste et Attac-Uzège. Entrée libre.

Samedi 17 mars

Limoges (87)

20 heures. Projection du film *Vade retro spermato* de Philippe Lignières, en sa présence. Organisé par *La Vache Qui...* journal limousin de contre-information (qui souffle sa première bougie). Salle Jean-Pierre-Timbaud, derrière la mairie de Limoges.

Mercredi 21 mars

Poitiers (86)

18 heures. Grand rassemblement solidaire de soutien à la famille Adamianov et à toutes les personnes expulsables. Devant le palais de justice.

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

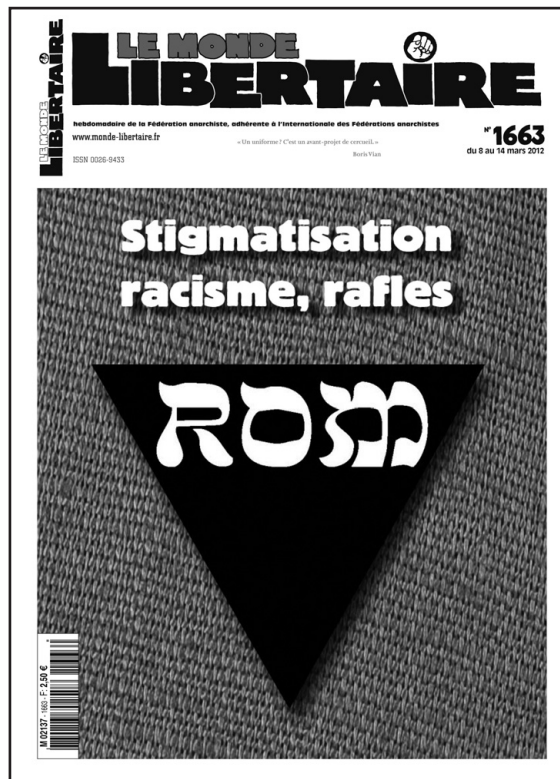
La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte
4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.